ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALUNRESTRICTED
E/CN.4/SR/32
11 December 1947
FRENCH
~~Original: ENGLISH~~

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Deuxième session

COMPTE RENDU DE LA TRENTE-DEUXIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations, Genève, le mardi 11
décembre 1947 à 10 h.

Etaient présents :

Président :	Mme Franklin D. ROOSEVELT	(Etats-Unis)
Rapporteur :	M. Ch. MALIK	(Liban)
Délégués :	Col. W.R. HODGSON	(Australie)
	M. F. DEHOUSSE	(Belgique)
	M. A.S. STEPANENKO	(R.S.S. de Biélorussie)
	M. C.H. WU	(Chine)
	M. O. LOUFFI	(Egypte)
	M. R. CASSIN	(France)
	Mme Hansa MEHTA	(Inde)
	M. A.G. POUREVALY	(Iran)
	Gen. Barlos P. ROMULO	(Répub. des Philippines)
	M. M. KLEKOVKINE	(R.S.S. d'Ukraine)
	M. A.E. BOGOMOLOV	(U.R.S.S.)
	Lord DUKESTON	(Royaume-Uni)
	M. J.J.C. VICTORICA	(Uruguay)
	M. V. RIBNIKAR	(Yougoslavie)

Commission de la condi-
tion de la Femme :

M. E. URALOVA

Mme B. BEGTRUP

Institutions spécialisées :

M. J. de GIVRY (O.I.T.)

Miss BARBLE (Commission préparatoire de l'Organisation Internationale des Réfugiés)

Organisations non-gouvernementales :
(Catégorie A)

Miss Toni SENDER (Fédération Américaine du Travail)

M. Robinet de CLERY (Union inter-parlementaire)

(Catégorie B)

M. A.G. BROKMANN (Conseil de coordination des Organisations juives)

Mlle de ROMER (Union internationale des Ligues féminines catholiques)
(Union catholique internationale de service social)

M. F.O. NOLDE (Comité des églises pour les affaires internationales)

Mlle Van EEGHEN (Conseil international des Femmes)

M. BIENENFELD (Congrès juif mondial)

M. PILLOUD { Comité international
M. DUCHOSAL { de la Croix-Rouge

M. EAS TERMAN (Congrès juif mondial)

Mme D. EDER (Conseil international des femmes)

Secrétariat :

M. J.P. HUMPHREY

M. Edward LAWSON

La PRESIDENTE souhaite la bienvenue à M. VICTORICA, représentant de l'Uruguay, qui siège à la Commission pour la première fois au cours de la session.

I. Rapport de la Sous-commission pour la prévention des mesures discriminatoires et pour la protection des minorités.

La PRESIDENTE signale à l'attention des Délégués les Documents E/CN.4/52, Rapport de la Sous-commission, et E/CN.4/W.19, document préparé par le Secrétariat pour faciliter la tâche de la Sous-commission. Elle fait observer que le second document ne contient rien de nouveau; il ne fait que reproduire en partie le Rapport de la Sous-commission. Elle déclare également que les propositions relatives aux articles destinés à figurer dans le projet de Déclaration ne seront examinées que lorsque le Rapport du Groupe de travail aura été reçu. Elle invite les délégués à présenter leurs observations sur le Document E/CN.4/W.19.

M. MALIK (Liban) estime qu'il n'est pas nécessaire de mentionner le mandat de la Sous-commission, dans le préambule, en page 1, et propose que le Préambule soit rédigé comme suit :

" La Commission des Droits de l'Homme, prenant note du Rapport de la première session de la Sous-commission pour la prévention des mesures discriminatoires et pour la protection des minorités, invite"

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) n'estime pas qu'il convienne de procéder, pour l'instant, à l'étude de ce document, avant que la Commission n'ait reçu le Rapport du Groupe de travail chargé de la Déclaration. La Sous-commission a étudié un certain nombre d'articles destinés à figurer dans le projet de déclaration, et ses décisions se trouvent dans le document actuellement à l'étude.

LA PRESIDENTE rappelle au délégué de l'U.R.S.S. qu'elle a déjà déclaré que les propositions relatives aux articles ne doivent pas être examinées pendant la discussion; il n'est question pour l'instant que d'étudier le rapport de la Sous-commission.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) tout en comprenant parfaitement que le mandat de la Sous-commission est bien connu des délégués de la Commission, estime que les termes de ce mandat ne sont peut-être pas si évidents pour d'autres. C'est pourquoi il ne verrait pas d'inconvénient à les énoncer à nouveau dans la résolution actuellement à l'étude.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) répète qu'il a déjà proposé que l'examen du document soit ajourné jusqu'à ce que la Commission soit saisie du Rapport du groupe de travail chargé de la Déclaration. Il propose, en conséquence, de passer immédiatement à la discussion des points 8 et 9 de l'ordre du jour.

M. VICTORICA (Uruguay) ne voit aucune objection à la procédure actuellement suivie, mais estime que l'étude de certains points exigera davantage de temps. L'examen du Document ne sera que plus facile si les rapports des groupes de travail sont présentés à la Commission en même temps. Il déclare que son pays n'a à résoudre aucun problème de minorités. Son pays est ouvert à tous les étrangers, dont les droits et libertés sont assurés, et son gouvernement s'en tient à une politique d'assimilation culturelle. M. Victorica soutiendra toutes les recommandations qui pourront aider la Sous-commission dans sa tâche. En ce qui concerne les principes, il estime qu'un examen plus détaillé sera nécessaire avant qu'une décision soit prise.

LA PRESIDENTE rappelle au représentant de l'Uruguay que la Commission a travaillé un certain temps avant son arrivée. Toutefois,

elle ne voit aucune raison pour que certains points spéciaux de l'ordre du jour ne soient pas ajournés si la Commission est de cet avis. La position des Etats-Unis d'Amérique, déclare-t-elle, en ce qui concerne les minorités, est analogue à celle de l'Uruguay. Les minorités n'existent pas en tant que telles aux Etats-Unis.

Le Gén. ROMULO (Philippines) ne voit aucune raison d'ajourner l'examen du projet de résolution, étant donné que chacun des points de cette résolution se retrouve dans le Rapport de la Sous-commission que le représentant de l'U.R.S.S. a déjà discuté. Il lui paraît important de ne pas perdre de vue le peu de temps dont dispose la Commission. Il reconnaît avec M. Malik qu'il n'est pas nécessaire d'énoncer à nouveau le mandat de la Commission et pense que le document pourrait être rendu plus bref si on en éliminait les passages qui font répétition.

Mme METHA appuie également l'opinion exprimée par M. Malik.

La PRESIDENTE met aux voix la proposition de l'U.R.S.S., visant à ajourner l'examen du rapport de la Sous-commission jusqu'à ce que les rapports des groupes de travail aient été examinés. Cette proposition est repoussée par 11 voix contre 4 et une abstention.

M. CASSIN (France) préférerait poursuivre la discussion. Toutefois, s'il venait à se poser des questions sur lesquelles les délégués, faute de pouvoir disposer des rapports des groupes de travail, ne se sentiraient pas suffisamment informés, il estime que l'examen de ces questions devrait être ajourné.

LA PRESIDENTE fait observer que la Commission a déjà décidé de procéder de cette manière. Elle met aux voix la proposition de

M. MALIK, visant à la suppression des deux phrases de la page 1, commençant par : "Ayant invité..." et se terminant par : "ces domaines"; la proposition est adoptée par 8 voix contre 3 et 5 abstentions. Elle met ensuite aux voix le texte de la page 1, à partir de : "La Commission des Droits de l'Homme..." jusqu'à : "décident ce qui suit"; ce texte est adopté par 11 voix et 4 abstentions.

La PRESIDENTE propose l'addition des mots "en temps utile, à la demande de la Commission des Droits de l'Homme" à la ligne 3 du paragraphe suivant, après les mots : "Secrétaire général". Un certain nombre de communications dont il est question dans ce paragraphe pourraient présenter de l'intérêt tant pour la Commission que pour la Sous-commission. Elle estime que la Commission devrait conserver le droit de décider quelles sont les communications qui doivent être soumises à la Sous-commission.

Le Colonel HODGSON (Australie) estime que le sens de ce paragraphe n'est pas clair. Il demande si l'on veut dire par là que 2 listes de communications seront préparées, l'une pour la Commission et l'autre pour la Sous-commission. Lorsque le paragraphe a été rédigé, il était évident que la Sous-commission ignorait que la Commission avait décidé de constituer un comité spécial chargé des communications. Selon la procédure qu'envisage l'orateur, la Commission recevrait la liste dans sa totalité, le Comité spécial passerait cette liste en revue et ferait à son sujet des recommandations pour décider enfin quelles communications doivent être soumises à la Sous-commission, au cas où toutes ne lui paraîtraient pas devoir l'être. A son avis, la demande de la Sous-commission devrait s'en tenir à ces limites.

Selon M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) la délégation de l'Union Soviétique estime que les pouvoirs dont dispose le Secrétaire général vis-à-vis de la Sous-commission sont suffisamment étendus. Il n'existe aucune raison pour les étendre encore davantage. C'est pourquoi la délégation de l'U.R.S.S. se prononcera contre la proposition de la Sous-commission.

M. MLIK (Liban) reconnaît, avec les représentants de l'Australie et de l'Union Soviétique, que la résolution actuellement à l'étude ne s'impose pas, même si on lui ajoute le texte proposé par la déléguée des Etats-Unis. Il estime que la Commission a déjà le droit d'inviter le Secrétaire général à mettre à la disposition de la Sous-commission les documents relatifs aux communications. C'est pourquoi il se prononcera contre la résolution.

LA PRESIDENTE déclare que la délégation des Etats-Unis n'est nullement opposée à la suppression de la résolution.

Pour M. WU (Chine) la résolution n'envisage pas une extension des pouvoirs du Secrétaire général; il n'est question que d'attributions ou de fonctions. Il se déclare en faveur de l'amendement des Etats-Unis.

M. DEHOUSSE (Belgique) ne voit aucune raison pour que les communications relatives aux droits des minorités ne soient pas prises en considération au même titre que celles qui portent sur les droits de l'homme en général. Aussi ne peut-il comprendre pourquoi cette résolution se heurte à une telle opposition. Il propose que le texte en soit conservé.

M. KLEKOVKINE (R.S.S. d'Ukraine) rappelle aux délégués que la Commission a créé un Comité spécial chargé des communications.

Il estime que toutes les questions relatives aux Communications, notamment aux Communications qui portent sur les minorités, devraient être étudiées par ledit Comité. Il n'estime pas qu'il y ait lieu d'accroître les droits de la Sous-commission dans ce domaine.

La PRESIDENTE retire l'amendement qu'elle a proposé et déclare qu'elle votera contre la résolution.

M. DEHOUSSE (Belgique) fait observer que jusqu'à présent les minorités n'ont pu bénéficier d'aucune protection spéciale. A son avis, la résolution ne contient rien de nouveau et ne constitue pas un progrès; elle représente le minimum de ce qu'on peut espérer. Il rappelle aux délégués qu'il n'est aucunement question de priver la Commission d'une partie de ses attributions, étant donné que la Sous-commission doit régulièrement faire rapport à la Commission.

M. CASSIN (France) se déclare d'accord avec les principes exprimés dans la résolution et ne votera pas contre elle. Toutefois, il propose que l'examen du texte en soit ajourné jusqu'à ce que la Commission ait reçu le rapport du Comité spécial sur les Communications.

Le Colonel HODGSON (Australie) demande qu'il soit donné de la résolution une interprétation officielle. Il faut, dit-il, que les moyens d'action mis à la disposition des membres de la Commission soient énumérés avec plus de précision et propose l'addition à la fin de la ligne 1 de la page 2, du membre de phrase "en ce qui concerne les recommandations du Comité spécial dont la création est proposée."

M. HUMPHREY (Directeur de la Division des Droits de l'Homme) fait observer que si la Commission adopte la résolution,

sa propre interprétation du texte sera que le Secrétaire général devra établir deux listes: 1) une liste générale de toutes les communications reçues, et 2) une liste des communications relatives à la prévention des mesures discriminatoires et à la protection des minorités, cette deuxième liste étant extraite de la liste. L'interprétation du Colonel HODGSON est donc la même que la sienne propre.

M. MALIK (Liban) exprime l'avis que le délégué de la Belgique n'a peut-être pas présent à l'esprit le contenu de la résolution adoptée le 5 août 1947 par le Conseil Economique et social, étant donné qu'il n'a malheureusement pu assister à la première session de la Commission. Il fait observer que le mandat, en ce qui concerne les communications relatives aux droits de l'homme, est extrêmement limité, qu'il s'agisse de la compétence des mesures d'application, ce qui est partiellement dû à l'attitude prise par le suppléant de M. Denousse au cours de la première session. Il rappelle aux délégués que les communications à l'étude ne peuvent être vues par personne au monde sauf par le Secrétaire général. La Commission n'est autorisée à prendre connaissance des textes originaux que lorsque les communications portent sur des principes généraux; elle n'est pas autorisée à voir les pétitions et les plaintes. Les délibérations à leur sujet n'ont donc qu'un intérêt académique car la Sous-commission n'en verra certainement pas davantage que ce que la Commission est admise à voir. Il estime que, si à l'avenir la Commission veut soumettre à la Sous-Commission une des communications qu'elle est autorisée à voir, il n'existe aucune raison pour l'en empêcher. C'est pourquoi la résolution ne lui semble pas nécessaire.

M. BOGOMOLOV (URSS) souligne une fois de plus la nécessité de repousser la résolution, surtout si l'on considère les travaux déjà importants que doit entreprendre la Commission. A son avis il serait intéressant de voir les documents émanant d'organisations démocratiques importantes et il serait opportun, croit-il, que la Commission prît des mesures effectives pour se faire envoyer la documentation la plus vaste possible, sans toutefois étendre les attributions du Secrétaire général.

Le général ROMULO (Philippines) reconnaît avec M. Malik que la résolution ne s'impose pas.

M. DEHOUSSE (Belgique) en réponse aux remarques présentées par M. MALIK déclare que c'est lui-même et non son suppléant qui représente le gouvernement belge à la Commission des Droits de l'Homme. En présentant ses observations il n'a pas perdu de vue la décision adoptée le 5 août 1947 par le Conseil économique et social, décision qu'il connaît parfaitement.

Le colonel HODGSON (Australie) ne voit aucune objection à ce que la Sous-commission reçoive les communications relatives aux mesures discriminatoires et aux minorités dans la mesure limitée qu'il a déjà exposée, et selon l'interprétation que M. Humphrey a donnée de la résolution. C'est pourquoi il votera en faveur de la proposition.

La PRESIDENTE déclare que, d'après les remarques de M. MALIK, elle croit comprendre que la Sous-commission pourra recevoir les communications conformément à la procédure actuelle, exactement comme elle les recevrait si la résolution actuellement à l'étude était adoptée.

M. MALIK (Liban) fait observer que jusqu'à ce jour seuls les membres de la Commission ont le droit de recevoir, à titre confidentiel, la liste des communications. A son avis, certains éléments de cette liste pourraient être soumis par la Commission à la Sous-commission. Toutefois, pour que cette procédure ne soit pas mise en question, il propose le texte suivant en remplacement de la résolution : "La Commission décide de signaler à l'avenir à l'attention de la Sous-commission pour la prévention des mesures discriminatoires et pour la protection des minorités les communications relatives aux droits de l'homme que, de l'avis de la Commission, la Sous-commission devra examiner."

Mme MEHTA (Inde) ne peut se rallier à l'opinion exprimée par M. MALIK. Elle fait observer que la liste confidentielle des communications ne devrait être reçue par la Commission qu'en séance privée, et elle doute que la Commission ait le droit de transmettre certains éléments de cette liste à la Sous-commission.

La PRESIDENTE met aux voix la proposition de l'URSS tendant au rejet de la résolution ; cette proposition est repoussée par 7 voix contre 6 et 2 abstentions. Elle met ensuite aux voix la variante proposée par M. Malik.

Le Colonel HODGSON (Australie) soulève une motion d'ordre en déclarant que la Commission a déjà décidé par un vote de conserver le texte existant. Il ne saurait donc être question de voter sur un texte destiné à le remplacer.

La PRESIDENTE met aux voix la proposition française tendant à faire ajourner l'examen de la résolution jusqu'à ce que les rapports des groupes de travail aient été reçus; cette proposition est adoptée par 9 voix contre 5 et 2 abstentions.

La PRESIDENTE propose que l'examen du paragraphe suivant, à la page 2, commençant par le mot "invite" et se terminant par "communiquer" soit également ajourné jusqu'à ce que la Commission soit saisie du rapport du Comité spécial; il en est ainsi décidé.

En réponse à M. MALIK, elle déclare que les deux paragraphes seront examinés après réception du rapport du Comité spécial.

Le Colonel HODGSON (Australie) exprime l'avis que si la Commission a l'intention d'adopter une motion d'ajournement, cette motion devrait être rédigée et mise aux voix avant que la discussion ne commence.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) appuie les observations du Colonel Hodgson.

La PRESIDENTE fait observer que la proposition française visant à faire ajourner le débat a été faite au début de la séance et la Commission ne peut pas revenir sur la décision qu'elle a prise; la Présidente demande aux délégués de présenter leurs observations sur le paragraphe de la page 2 commençant par le mot "invite" et se terminant par "condition de la femme". La délégation des Etats-Unis estime que la proposition contenue dans le paragraphe et selon laquelle une pétition pourrait être choisie et étudiée par priorité, ne peut recevoir l'appui des Etats-Unis.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) appuie la proposition de la Présidente et propose la suppression du paragraphe en question.

Le Général ROMULO (Philippines) déclare que sa délégation votera également pour la suppression du paragraphe.

Mlle Toni SENDER (Fédération américaine du Travail) proteste contre le fait qu'une Organisation internationale non-gouvernementale appartenant à la catégorie B, la Fédération démocratique internationale des femmes, ait été choisie pour faire l'objet d'une mention spéciale. Elle estime que les catégories telles qu'elles ont été fixées par le Conseil Economique et Social, devraient être respectées, et propose que le texte soit modifié de façon que toutes les organisations de la catégorie B y soient mentionnées.

Mme MEHTA (Inde) déclare qu'elle aimerait qu'il fût demandé à la Sous-commission pourquoi elle a pris une mesure discriminatoire contre d'autres pétitions en faisant porter son choix sur celle qui doit faire l'objet d'un traitement particulier.

M. WU (Chine) déclare que certains des membres de la Sous-commission avaient exprimé le désir d'examiner la pétition émanant de la Fédération internationale démocratique des femmes. Toutefois, la décision de renvoyer la question à la Commission de la Femme a été prise. A son avis, il ne s'agit pas du tout de discrimination.

La PRESIDENTE fait observer que dans sa résolution, la Sous-commission recommandait l'examen de cette pétition particulière. Elle demande si la Sous-commission a demandé d'une manière quelconque que toutes les pétitions soient examinées.

M. WU (Chine) déclare qu'aucune décision relative à la façon d'étudier les pétitions en général n'a été prise au cours des séances de la Sous-commission.

Selon la PRESIDENTE, si aucune décision n'a été prise par la Sous-commission en ce qui concerne le traitement des pétitions en général, il convient d'ajourner l'examen de ce point.

M. BOGOMOLOV (U.R.S.S.) fait observer que sa délégation n'a reçu aucune information relative à la pétition reçue de la Fédération démocratique internationale des femmes, mais propose que le texte soit maintenu, étant donné que l'examen par priorité des pétitions émanant d'organisations importantes est pleinement justifié. Pour lui, de telles pétitions ne doivent pas être placées sur le même pied que des pétitions émanant de petits groupes ou d'individus.

M. CASSIN (France) déclare que, puisque la Fédération démocratique internationale des femmes a été rangée dans la catégorie B, elle a elle-même accès à la Commission de la Condition de la Femme et à la Sous-commission. Il fait également observer qu'il n'a pas encore été décidé si la Commission serait compétente pour connaître des pétitions constituant des plaintes et que par conséquent la Commission n'est pas en mesure de déléguer à la Sous-commission les pouvoirs relatifs à ces pétitions.

La PRESIDENTE déclare que la pétition en question n'est pas discutée quant au fond. Il s'agit maintenant de savoir si la demande contenue dans la résolution vient bien à propos.

M. VICTORICA (Uruguay) propose la clôture des débats sur ce point.

M. DEHOUSSE (Belgique) appuie cette proposition.

La PRESIDENTE met aux voix la motion de clôture; cette motion est adoptée par 10 voix contre 3 et 3 abstentions. Elle

met ensuite aux voix la question de savoir si le paragraphe doit être supprimé. La Commission décide de supprimer le paragraphe par 10 voix contre 5 et une abstention.

La Présidente demande à la Commission de passer à l'examen du paragraphe qui suit à la page 2, commençant par le mot "approuve" et se terminant par les mots "la protection des minorités."

Mme MEHTA (Inde) attire l'attention des délégués sur le fait que les deux paragraphes qui suivent devront être examinés conjointement avec le paragraphe en question. En ce qui concerne le troisième paragraphe qui porte sur les mesures d'application, elle propose, en remplacement du texte actuel, le libellé suivant: "invite la Sous-commission à examiner les propositions de mesures d'application, telles qu'elles ont été formulées par la Commission des droits de l'homme, et à présenter ses observations à la Commission."

M. VICTORICA (Uruguay) soulevant une motion d'ordre, propose que seules soient examinées les résolutions de la Sous-commission demandant que des mesures soient prises. A son avis, il ne convient pas d'autoriser la discussion de paragraphes qui ne constituent que des exposés de fait. Il demande en conséquence que la Commission passe immédiatement au vote sur celles des propositions où sont recommandées des mesures effectives.

Le Général ROMULO (Philippines) propose à la Commission de lever la séance. La Commission accepte sa proposition.

La séance est levée à 13 heures.